ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 mars 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'article 4quater de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage", a donné le 1er avril 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e maart 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 4quater van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer", heeft de 1e april 1968 het volgend advies gegeven :

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant l'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968".

*
* *

Le liminaire suivant est proposé pour l'article unique :

"Article unique.-

L'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 65.- § 1er. ... ".

*
* *

Le projet prévoit deux hypothèses : celle où l'auteur de l'infraction est présent et celle où il ne l'est pas.

Dans la première hypothèse , l'extinction de l'action publique est subordonnée à un paiement immédiat "sur place".

A défaut de pareil paiement et malgré la présence de l'intéressé, il faudra une invitation notifiée par la voie postale pour que l'auteur de l'infraction puisse, dans un certain délai, effectuer un virement ou un versement à un compte déterminé.

Il serait beaucoup plus simple de prévoir, en cas de présence de l'auteur de l'infraction, soit un paiement immédiat, soit une invitation notifiée sur place, contre accusé de réception, à faire un versement ou un virement, le paiement effectué immédiatement ou ultérieurement impliquant évidemment l'accord de l'intéressé.

Dans la seconde hypothèse, celle où l'auteur de l'infraction n'est pas présent et est donc inconnu au moment où l'infraction est constatée, il est inutile de prévoir, comme le fait le projet, qu'en pareil cas l'intéressé peut être invité, par la voie postale, à verser ou à virer une somme, car l'application du droit commun suffit à obtenir le résultat recherché.

En effet, pour connaître l'auteur de l'infraction, il ne suffira pas toujours de se renseigner auprès de l'Office de la circulation routière sur l'identité du titulaire de la plaque d'immatriculation, car ce dernier ne sera pas nécessairement l'auteur de l'infraction. Une information de police plus poussée s'imposera donc pour connaître cet auteur et lorsque celui-ci sera identifié, il appartiendra au ministère public , conformément au droit commun, soit de poursuivre, soit de proposer l'extinction de l'action publique par le paiement d'une certaine somme, dans les conditions et suivant les modalités prévues par l'article 166 du Code d'instruction criminelle, éventuellement complété par le projet de loi ayant fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat du 25 mars 1968 adressé au Ministre de la Justice (L.10.382). Cet avis proposait de prévoir un envoi postal facultatif qui,

.../...

à défaut d'accusé de réception ou de paiement dans un délai déterminé, serait suivi soit de l'envoi d'une lettre recommandée, soit d'un avertissement écrit remis par un agent de la force publique (1).

*
* *

Au § 2, alinéa 1er, il est superflu de prévoir la communication des procès-verbaux à l'officier du ministère public, qui est toujours de règle. Quant à la communication d'une copie du procès-verbal à l'intéressé, le texte proposé par le Conseil d'Etat la prévoit déjà en cas d'invitation écrite ; en cas de refus de paiement, les règles de droit commun seront applicables. Il est, en conséquence, suggéré de réunir les deux premiers alinéas du § 2 comme suit :

"§ 2. Si l'auteur de l'infraction refuse le paiement immédiat ou ne donne pas suite dans le délai fixé à l'invitation qui lui a été faite, l'officier du ministère public compétent peut, conformément à l'article 165 du Code d'instruction criminelle, inviter l'intéressé à payer une certaine somme entre les mains du receveur de l'enregistrement".

*
* *

.../...

---

(1) Un système évidemment plus simple mais dont l'application serait plus limitée, consisterait - comme cela se fait dans certains pays étrangers - à prévoir l'apposition d'un écrit sur le pare-brise de la voiture , constatant l'infraction et invitant l'auteur de celle-ci à verser ou à virer une certaine somme à un compte déterminé.

L'article 166, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle prévoit que la somme déterminée par l'officier du ministère public "ne sera pas supérieure au maximum de l'amende légale, majoré des décimes additionnels, sans pouvoir être inférieure à cent francs".

La même limite s'impose au Roi, en vertu du § 1er, alinéa 1er, de l'article 4quater du projet, quand le Roi fixe le montant de la somme qui fait l'objet de la perception immédiate.

L'alinéa 3 du § 2, qui impose à l'officier du ministère public de majorer de 100 francs le montant déterminé par le Roi, ne pourra donc être appliqué que si le Roi n'a pas fixé le montant de la somme au maximum de l'amende. Il suffit, dès lors, que le pouvoir exécutif fixe le montant de la somme à ce maximum pour que la faculté que l'article 166 du Code d'instruction criminelle et le § 2 du présent projet donnent à l'officier du ministère public, soit paralysée.

*

* *

.../...

Le dernier alinéa du § 2 est inutile dans la mesure où le Gouvernement n'entend pas déroger à l'article 166 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il sera modifié par le projet L. 10.382.

*

* *

Le projet, dont le but est de remplacer l'article 4quater de la loi du 1er août 1899, a été l'occasion de vérifier si le texte soumis par le Gouvernement au Conseil d'Etat est en harmonie avec l'article 161 de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Cet article dispose :

"Dans la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifiée par la loi du 15 avril 1964, sont supprimés :

"1. A l'article 1erquater, les mots "et des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire".

2. A l'article 4quater, les mots "par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice".

La disposition de l'article 161, 1, précité, semble le résultat d'une inadvertance.

En effet, si l'intitulé du décret des 16-24 août 1790 permet de croire que ce texte ne règle que l'organisation judiciaire, son objet est cependant plus étendu, puisque c'est dans les dispositions de son titre XI que les corps communaux trouveront - en ordre principal - l'énumération des matières confiées à leur compétence.

Le titre XI du décret précité n'est pas abrogé par la loi du 10 octobre 1967, dont l'article 1er, 2°, de l'article 2, abroge les seuls titres II, III et VIII.

Il ne fait pas de doute, par ailleurs, que l'article 1erquater de la loi du 1er août 1899, repris dans l'article 12 de la coordination, en se référant au décret des 16-24 août 1790, entend viser les règlements de police pris en vertu du titre XI du décret.

Dès lors, la suppression des mots "et des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire", dans l'article 1er quater de la loi du 1er août 1899, ne trouve pas de justification.

Il conviendrait dès lors d'abroger l'article 161, 1, des dispositions modificatives figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

.../...

Par ailleurs, l'article 161, 2, précité, ne sera pas en harmonie avec l'article en projet, ni avec les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle, dans la rédaction que ces articles tiennent de l'article 156, §§ 3 et 4, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967.

En effet, dans la rédaction nouvelle que la loi du 10 octobre 1967 leur donne, les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle citent expressément les membres du Conseil d'Etat et de l'"auditorat près le Conseil d'Etat".

L'article 161, 2, précité ne devrait dès lors pas se borner à supprimer, dans l'article 4quater de la loi du 1er août 1899, la référence à l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, mais également la référence à l'article 57 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

L'abrogation de l'article 161, 2, figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, ne s'impose pas pour les mêmes motifs que l'abrogation de l'article 161, 1; une modification de l'article 161, 2, serait techniquement possible. Toutefois, pour éviter les difficultés qui pourraient surgir lors de la mise en vigueur - qui ne doit pas nécessairement être simultanée - de l'article 1er, 26°, de l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 (qui abroge la loi du 20 avril 1810), de l'article 161 de l'article 3 précité, des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle dans la rédaction qu'ils tiennent de la loi du 10 octobre 1967, ainsi que lors de l'entrée en vigueur du projet, il paraît judicieux de prévoir l'abrogation de l'article 161 dans son ensemble.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 161 des dispositions modificatives figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, est abrogé".

L'article unique du projet en deviendrait l'article 1er.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger comme suit l'article 65 nouveau :

"Article 65. § 1er. Lorsqu'ils constatent une des infractions aux dispositions légales ou réglementaires sur la police de la circulation routière, qui sont spécialement désignées par le Roi, les fonctionnaires et agents appartenant à une des catégories déterminées par lui et individuellement commissionnés à cette fin par le procureur général près la Cour d'appel peuvent, hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, inviter l'auteur de l'infraction à payer une somme soit immédiatement contre reçu, soit, dans un délai de dix jours, par versement ou virement à un compte déterminé par le Roi. Dans ce dernier cas, une invitation écrite est remise à l'intéressé contre accusé de réception.

Les modalités du paiement et le montant de la somme, qui ne pourra être supérieur au maximum de l'amende prévue pour l'infraction, sont fixés par le

.../...

Roi. Celui-ci établit également le modèle du reçu et de l'invitation qui sont considérés, pour l'application de l'article 62, alinéa 2, comme valant copie du procès-verbal de constatation (1).

Le paiement immédiat ainsi que le versement ou le virement effectué dans le délai fixé éteignent l'action publique, sauf si l'officier du ministère public compétent notifie à l'intéressé, dans le mois à compter du jour du paiement, du versement ou du virement, qu'il entend exercer cette action. La notification a lieu par pli recommandé à la poste et est réputée faite le plus prochain jour ouvrable suivant celui du dépôt à la poste.

Si l'exercice de l'action publique entraîne la condamnation de l'intéressé, la somme payée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée; l'excédent éventuel est remboursé.

La somme payée est restituée en cas de condamnation conditionnelle ou d'acquittement.

§ 2. ... (voir avis) ...

§ 3. ... (comme au projet) ... ".

---

(1) Le Conseil d'Etat estime que, pour valoir copie de procès-verbal, ces documents devront contenir au moins l'indication du temps, du lieu et de la nature de l'infraction.

Het opschrift zou als volgt moeten worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968".

*
* *

De inleidende volzin van het enig artikel leze men als volgt :

"Enig artikel.-

Artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 65. § 1. ...".

*
* *

In het ontwerp wordt van tweeërlei veronderstelling uitgegaan : de overtreder is wel, of hij is niet tegenwoordig.

In de eerste veronderstelling vervalt de strafvordering slechts indien onmiddellijk "ter plaatse" wordt betaald.

Wordt niet betaald, en ook al is de overtreder tegenwoordig, dan moet over de post kennis worden gegeven van een verzoek opdat de overtreder binnen een bepaalde termijn het bedrag kan overschrijven of storten op een bepaalde rekening.

.../...

Veel eenvoudiger zou zijn te bepalen dat, als de overtreder tegenwoordig is, ofwel onmiddellijk wordt betaald ofwel ter plaatse, tegen ontvangbewijs, kennis wordt gegeven van een verzoek om het bedrag te storten of over te schrijven. De onmiddellijke of latere betaling impliceert vanzelfsprekend dat de betrokkene akkoord gaat.

In de tweede veronderstelling, als de overtreder niet tegenwoordig is en dus niet bekend is op het tijdstip waarop de overtreding wordt vastgesteld, is het onnodig te bepalen, zoals in het ontwerp, dat hij over de post kan worden verzocht een som te storten of over te schrijven, want het beoogde resultaat kan worden bereikt door toepassing van het gemeen recht.

Om de overtreder te kennen, zal het namelijk niet altijd voldoende zijn bij de Dienst van het wegverkeer navraag te doen omtrent de identiteit van de titularis van de nummerplaat, die immers niet noodzakelijk de overtreder is. Verder politie-onderzoek zal dus nodig zijn om de overtreder te identificeren. Is dit eenmaal gebeurd, dan is het zaak van het openbaar ministerie, overeenkomstig het gemeen recht, ofwel te vervolgen ofwel het verval van de strafvordering door betaling van een bepaalde som voor te stellen onder de voorwaarden en op de wijze bepaald in artikel 166 van het Wetboek van strafvordering, eventueel aangevuld door het ontwerp van wet waarover de Raad van State op 25 maart 1968 aan de Minister van Justitie advies heeft gegeven (L. 10.382). In dat advies werd voorgesteld te werken met een facultatieve postzending, waarop dan, als binnen een bepaalde termijn geen ontvangst gemeld of geen betaling

.../...

verricht is, ofwel een ter post aangetekende brief ofwel een door een agent van de openbare macht overhandigde schriftelijke waarschuwing volgt (1).

*
* *

In § 2, eerste lid, is het overbodig te bepalen dat de processen-verbaal aan de ambtenaar van het openbaar ministerie worden gezonden. Dat is immers altijd de regel. Wat de afgifte van een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreder betreft, de door de Raad van State voorgestelde tekst voorziet daarin reeds in geval van schriftelijk verzoek; bij weigering van betaling gelden de regelen van het gemeen recht. Derhalve wordt in overweging gegeven het eerste en het tweede lid van § 2 als volgt samen te voegen :

"§ 2. Weigert de overtreder onmiddellijk te betalen of geeft hij binnen de opgelegde termijn geen gevolg aan het hem gedane verzoek, dan kan de bevoegde ambtenaar van het openbaar ministerie hem overeenkomstig artikel 166 van het Wetboek van strafvordering verzoeken een bepaalde geldsom te betalen in handen van de ontvanger der registratie".

*
* *

.../...

---

(1) Er is natuurlijk een veel eenvoudiger systeem, maar met een meer beperkte toepassing, namelijk dat, zoals in sommige vreemde landen wordt gedaan, op de voorruit van de wagen een briefje wordt aangebracht waarin de overtreding wordt vastgesteld en de overtreder wordt verzocht een bepaalde som op een aangegeven rekening te storten of over te schrijven.

Artikel 166, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering stelt dat de door de ambtenaar van het openbaar ministerie bepaalde som niet meer bedraagt dan "het maximum van de wettelijke geldboete verhoogd met de opdeciemen, en niet minder dan honderd frank".

Krachtens § 1, eerste lid, van artikel 4quater van het ontwerp moet de Koning dezelfde grens in acht nemen bij het bepalen van de onmiddellijk te innen som.

Het derde lid van § 2, dat de ambtenaar van het openbaar ministerie verplicht het door de Koning bepaalde bedrag met honderd frank te vermeerderen, zal dus maar kunnen worden toegepast als de Koning het bedrag niet op het maximum van de geldboete heeft vastgesteld. Het is dus voldoende dat de uitvoerende macht het bedrag op dat maximum vaststelt, om het recht dat artikel 166 van het Wetboek van strafvordering en § 2 van het onderhavige ontwerp aan de ambtenaar van het openbaar ministerie verlenen, onwerkzaam te maken.

*

* *

Het laatste lid van § 2 is overbodig voor zover het niet in de bedoeling van de Regering ligt af te wijken van artikel 166 van het Wetboek van strafvordering, zoals het zal zijn gewijzigd door ontwerp L. 10.382.

*

* *

.../...

Het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 4quater van de wet van 1 augustus 1899 te vervangen, bood gelegenheid om na te gaan of de door de Regering aan de Raad van State voorgestelde tekst in overeenstemming is met artikel 161 van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Dat artikel bepaalt :

"In de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het verkeer, gewijzigd bij de wet van 15 april 1964, worden geschrapt :

"1. In artikel 1quater, de woorden "en van 16 en 24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie".

2. In artikel 4quater, de woorden "in artikel 10 van de wet van 20 april 1810 op de rechterlijke organisatie en de rechtsbedeling".

De bepaling onder 1 van artikel 161 schijnt het gevolg te zijn van een onoplettendheid.

Het opschrift van het decreet van 16-24 augustus 1790 kan de indruk wekken dat die tekst alleen de rechterlijke organisatie regelt, maar de strekking ervan is ruimer : in de bepalingen van titel XI vinden de gemeentekorpsen - in hoofdzaak - de opsomming van de zaken waarvoor zij bevoegd zijn.

Titel XI van het decreet is niet opgeheven bij de wet van 10 oktober 1967, waarvan artikel 1, 2°, van artikel 2, alleen de titels II, III en VIII opheft.

.../...

Het lijdt overigens geen twijfel dat artikel 1quater van de wet van 1 augustus 1899, opgenomen in artikel 12 van de coördinatie, met de verwijzing naar het decreet van 16-24 augustus 1790 doelt op de politieverordeningen vastgesteld krachtens titel XI van het decreet.

De schrapping van de woorden "en van 16 en 24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie" in artikel 1quater van de wet van 1 augustus 1899 is dus niet gewettigd.

Derhalve zou artikel 161,1, van de wijzigingsbepalingen uit artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, moeten worden opgeheven.

Anderzijds zal eerdervermeld artikel 161,2, niet in overeenstemming zijn met het ontwerp-artikel en evenmin met de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van strafvordering in de redactie die deze hebben gekregen in artikel 156, §§ 3 en 4, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967.

In hun nieuwe redactie volgens de wet van 10 oktober 1967, vermelden de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van strafvordering uitdrukkelijk de leden van de Raad van State en van het "auditoraat bij de Raad van State".

Via het meergenoemde artikel 161,2, zou dan ook in artikel 4quater van de wet van 1 augustus 1899 niet alleen moeten worden geschrapt de verwijzing naar artikel 10 van de wet van 20 april 1810, maar ook de verwijzing naar artikel 57 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.

.../...

Voor de opheffing van artikel 161,2, in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, gelden niet dezelfde redenen als voor de opheffing van artikel 161,1 ; een wijziging van artikel 161,2, zou technisch mogelijk zijn. Om moeilijkheden te voorkomen bij de inwerkingstelling - die niet noodzakelijk gelijktijdig hoeft plaats te hebben - van artikel 1, 26°, van artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 (dat de wet van 20 april 1810 opheft), van artikel 161 van eerdervermeld artikel 3, van de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van strafvordering zoals die in de wet van 10 oktober 1967 geredigeerd zijn, alsook bij de inwerkingtreding van het ontwerp, lijkt het echter geraden artikel 161 in zijn geheel op te heffen.

Voorgesteld wordt :

" Artikel 2.-

Artikel 161 van de wijzigingsbepalingen onder artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, wordt opgeheven".

Het enig artikel van het ontwerp wordt dan artikel 1.

Met inachtneming van hetgeen is opgemerkt, leze men het nieuwe artikel 65 als volgt :

"Artikel 65.- § 1. Wanneer een der speciaal door de Koning aangewezen overtredingen van de wets- of verordeningsbepalingen betreffende de politie van het wegverkeer wordt vastgesteld door ambtenaren en beambten die tot een van de door hem bepaalde categorieën behoren en door de procureur-generaal bij het Hof van beroep daartoe individueel gemachtigd zijn, kunnen die

.../...

ambtenaren en beambten, behalve wanneer het feit schade aan derden heeft veroorzaakt, de overtreder verzoeken een geldsom te betalen, ofwel onmiddellijk tegen ontvangbewijs, ofwel, binnen tien dagen, door storting of overschrijving op een door de Koning bepaalde rekening. In dat laatste geval wordt aan de betrokkene een schriftelijk verzoek afgegeven tegen ontvangbewijs.

De wijze van betaling en het bedrag, dat niet hoger mag zijn dan de hoogste geldboete die op de overtreding staat, worden door de Koning vastgesteld. De Koning bepaalt ook het model van het ontvangbewijs en van het verzoek, die voor de toepassing van artikel 62, tweede lid, gelden als afschrift van het proces-verbaal van vaststelling (1).

Door onmiddellijke betaling, alsook door storting of overschrijving binnen de vastgestelde termijn, vervalt de strafvordering, tenzij de bevoegde ambtenaar van het openbaar ministerie binnen een maand, te rekenen van de dag van de betaling, storting of overschrijving, de betrokkene kennis geeft van zijn voornemen die vordering in te stellen. De kennisgeving geschiedt bij een ter post aangetekende brief en wordt geacht te zijn gedaan de eerste werkdag na de dag van afgifte ter post.

.../...

---

(1) De Raad van State meent dat die documenten, willen zij als afschrift van het proces-verbaal kunnen gelden, ten minste melding moeten maken van de tijd, de plaats en de aard van de overtreding.

Leidt de strafvordering tot veroordeling van de betrokkene, dan wordt de betaalde som afgetrokken van de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en van de uitgesproken geldboete ; het eventueel overschot wordt terugbetaald.

In geval van voorwaardelijke veroordeling of van vrijspraak wordt de betaalde som teruggegeven.

§ 2 ... (zie advies) ...

...

§ 3 ... (zoals in het ontwerp) ...

... ".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.